

Repenser les fondements économiques du développement durable : une évaluation complète de six paradigmes économiques par rapport aux ODD

par
Emily Ghosh



¹ et
Léonie J. Pearson



^{2,3,*}

¹

Institut de l'environnement de Stockholm – Centre américain, Somerville, MA 02144, États-Unis

² Centre de gouvernance environnementale, Université de Canberra, Bruce, ACT 2617, Australie

³ Institut de l'environnement de Stockholm – Centre Asie, Bangkok 10330, Thaïlande

Auteur à qui la correspondance doit être adressée.

Durabilité 2025, 17 (10), 4567; <https://doi.org/10.3390/su17104567>

Soumission reçue : 2 avril 2025 / Révisé : 10 mai 2025 / Accepté : 14 mai 2025 / Publié le 16 mai 2025

(Cet article appartient à la section [Objectifs de développement durable](#))

Télécharger 



Résumé

Les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) ont été d'une lenteur décevante, ce qui soulève des questions fondamentales quant à la capacité de notre cadre économique dominant à produire des résultats en matière de développement durable. Cette recherche évalue systématiquement six paradigmes économiques – l'économie néoclassique du bien-être, la croissance verte, la décroissance, l'agro-croissance, l'économie stationnaire et l'économie en anneau – par rapport aux 17 ODD afin de déterminer lequel pourrait le mieux soutenir les transformations vers la durabilité. À l'aide d'une approche rigoureuse à méthodes mixtes, nous caractérisons d'abord chaque paradigme selon ses attributs clés, puis évaluons son alignement avec les objectifs des ODD à l'aide d'un système de notation en quatre points. Notre analyse révèle que le paradigme dominant de l'économie néoclassique du bien-être présente le plus faible alignement avec les ODD, tandis que d'autres cadres présentent un alignement nettement plus fort : la décroissance, l'économie stationnaire, l'économie en anneau, la croissance verte et l'agro-croissance. Aucun paradigme ne prend en compte pleinement

toutes les dimensions du développement durable, la plupart présentant des faiblesses notables dans les ODD centrés sur l'humain. Chaque paradigme présente des atouts complémentaires distincts : la croissance verte dans l'innovation technologique, la décroissance dans les mécanismes de redistribution, l'économie stationnaire dans les limites des ressources, la croissance dans la redéfinition du bien-être et l'économie du donut dans l'équilibre entre les fondements sociaux et les plafonds écologiques. Nous concluons que l'intégration sélective d'éléments complémentaires issus de multiples paradigmes offre la voie la plus prometteuse et proposons quatre recommandations spécifiques : (1) développer des cadres d'évaluation intégrés ; (2) établir des zones d'action expérimentales ; (3) réformer l'enseignement de l'économie ; et (4) créer des trajectoires de transition adaptées au contexte. Cette recherche fournit la première évaluation complète de la manière dont les paradigmes économiques alternatifs s'alignent sur l'ensemble des ODD, offrant ainsi des orientations cruciales aux décideurs politiques en quête d'approches plus efficaces du développement durable.

Mots-clés:

transformation économique ; mise en œuvre des ODD ; développement durable ; paradigmes économiques ; évaluation par méthodes mixtes ; parcours



Résumé graphique

1. Introduction

Le défi multiforme du développement durable représente l'une des préoccupations les plus pressantes de l'humanité, exigeant une action mondiale coordonnée couvrant les dimensions économiques, sociales et environnementales. Depuis l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, 193 États membres de l'ONU se sont engagés à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) comme cadre pour relever ces défis [1]. Cependant, les progrès vers ces 17 objectifs ont été d'une lenteur décevante, ce qui soulève des questions fondamentales quant à la compatibilité de notre cadre économique dominant avec les objectifs de développement durable et à sa capacité à apporter les changements transformateurs nécessaires.

Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de 1972, la communauté internationale a adopté une multitude d'accords multilatéraux sur l'environnement ainsi que d'autres engagements pertinents, notamment les ODD et le Programme 2030. La réalisation des objectifs et des engagements de tous ces accords nous permettrait de faire un grand pas vers une planète saine pour tous.

Recommandation clé pour accélérer l'action en faveur d'une planète saine pour la prospérité de tous, remarques finales des présidents de Stockholm + 50 en séance plénière [2].

Selon l'ONU, « le contexte mondial de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable s'est globalement dégradé depuis 2015 » [3] (p. ii). De multiples crises ont encore entravé les progrès en matière de réduction de la pauvreté (ODD 1), de la faim (ODD 2), d'éducation (ODD 4), d'inégalités (ODD 10) et d'action climatique (ODD 13) [4].

Notre système économique actuel manque de la résilience nécessaire pour résister efficacement aux chocs [[5](#) , [6](#)]. S'il est largement admis que « parvenir à la durabilité repose presque entièrement sur une économie performante » [[7](#)] (p. 2), les ODD n'ont pas proposé de cadre économique pour atteindre leurs cibles [[8](#)], laissant les pays élaborer leurs propres stratégies avec des mesures politiques limitées pour susciter des changements significatifs [[9](#)].

Français Les preuves suggèrent de plus en plus que le paradigme économique actuel, enraciné dans l'économie néoclassique avec une mise en œuvre de politiques néolibérales, peine à assurer le développement durable. La croissance économique, au cœur des politiques économiques actuelles, reste un aspect crucial du développement durable selon l'ODD 8, bien que les ODD visent une croissance « soutenue, inclusive et durable » (cible 8.4 des ODD). Cependant, des preuves empiriques limitées soutiennent l'idée que la croissance économique peut être « absolument découplée » de la dégradation de l'environnement [[10](#) , [11](#) , [12](#)]. Bonnedahl et al. [[13](#)] soutiennent que le paradigme économique actuel nécessite des « contraintes » environnementales et des changements structurels pour assurer un développement durable solide.

Malgré une littérature abondante critiquant les ODD eux-mêmes – leurs contradictions [[14](#)], leurs interconnexions complexes [[15](#)], leurs compromis [[16](#)], leur portée limitée [[17](#)] et les difficultés à suivre les progrès [[18](#)] – il subsiste une lacune importante dans les évaluations exhaustives des paradigmes économiques alternatifs qui pourraient mieux assurer le développement durable. La littérature actuelle se concentre généralement sur des aspects isolés de ces paradigmes sans analyse comparative systématique de leur efficacité pour atteindre l'ensemble des ODD. Cela laisse les décideurs politiques sans orientations claires sur les approches économiques qui pourraient le mieux soutenir le développement durable.

Cette recherche aborde trois questions clés : (1) Quels paradigmes économiques démontrent la plus forte adéquation avec les objectifs des ODD ?, (2) Quelles forces et faiblesses spécifiques les différents paradigmes présentent-ils dans les dimensions de la durabilité ?, et (3) Comment les éléments complémentaires de multiples paradigmes pourraient-ils être intégrés pour mieux soutenir le développement durable ?

Notre recherche apporte une contribution originale à la littérature sur la durabilité en évaluant systématiquement de multiples paradigmes économiques alternatifs par rapport à l'ensemble des ODD, ce qui donne lieu aux contributions clés suivantes :

- (1) révèle quel paradigme s'aligne le mieux sur les objectifs de développement durable ;
- (2) identifie les forces et les faiblesses spécifiques à travers différentes dimensions de durabilité pour chaque paradigme ;
- (3) fournit la première exploration académique comparant des paradigmes alternatifs aux 17 ODD ;
- (4) établit un lien entre la théorie économique et la pratique du développement durable ;
- (5) offre des informations précieuses aux décideurs politiques qui recherchent des approches économiques plus compatibles avec la réalisation de l'Agenda 2030.

En économie, le cadre théorique dominant est l'économie néoclassique. Face à la reconnaissance croissante de ses limites, plusieurs paradigmes économiques alternatifs ont pris de l'importance. Cet article se concentre sur cinq alternatives clés : la croissance verte, qui vise à maintenir la croissance économique tout en réduisant les impacts environnementaux ; la décroissance, qui prône la réduction de la production et de la consommation des pays et des individus riches ; l'agrowth, qui reste agnostique quant à la croissance économique tout en privilégiant le bien-être social et environnemental ; l'économie de l'état stationnaire, qui vise la stabilité de la population et de l'utilisation des ressources ; et l'économie du beignet, qui reconceptualise l'économie comme devant fonctionner dans le cadre de fondements sociaux et de plafonds écologiques.

Cet article propose une exploration concise des concepts et des débats entourant les paradigmes économiques. Nous commençons par examiner l'économie néoclassique et la confrontons à des alternatives par une évaluation qualitative de leur adéquation avec les ODD. [La section 2](#) détaille notre méthodologie, [la section 3](#) offre un aperçu de chaque paradigme économique, [la section 4 présente nos conclusions sur l'alignement paradigme-ODD](#), et [la section 5](#) conclut en analysant les implications et en suggérant des orientations pour la recherche et l'élaboration de politiques futures dans ce domaine crucial.

2. Méthodologie

Français Pour analyser l'alignement des paradigmes économiques avec les Objectifs de Développement Durable, nous avons utilisé une approche rigoureuse de méthodes mixtes en deux étapes suivant le cadre parallèle convergent de Creswell et Plano Clark [19]. L'approche de méthodes mixtes combinant caractérisation qualitative et notation quantitative a été choisie car elle permet à la fois une description riche des caractéristiques paradigmatiques et une comparaison systématique entre les dimensions de la durabilité, abordant la complexité inhérente à l'évaluation de la durabilité [20 , 21]. Cette combinaison est particulièrement adaptée à la recherche sur la durabilité où la pensée systémique complexe est essentielle [22]. Le modèle parallèle convergent a été mis en œuvre en suivant les étapes ci-dessous, en collectant simultanément des données qualitatives (caractéristiques du paradigme tirées de la littérature) et des données quantitatives (notation par rapport aux ODD). L'échelle de Nilsson (voir étape 2) fournit un moyen structuré de transformer les évaluations qualitatives en mesures quantifiables qui permettent une comparaison systématique entre les paradigmes, représentant une application de méthodes mixtes où la compréhension qualitative enrichit et contextualise la notation quantitative.

• **Étape 1 : Caractérisation systématique des paradigmes économiques**

Les auteurs ont analysé six paradigmes : l'économie néoclassique du bien-être, la croissance verte, la décroissance, la croissance agricole, l'économie stationnaire et l'économie du donut. Chaque paradigme économique a été caractérisé selon les cinq caractéristiques clés suivantes :

- Objectifs paradigmatiques (intention normative) ;
- Structure du système économique;
- Acteurs clés ;
- Éléments d'un système économique fonctionnel;
- Autres aspects pertinents.

Notre revue de la littérature a examiné des articles universitaires, des livres et des documents politiques (1991-2023) à l'aide d'une stratégie de recherche dans Web of Science, Scopus et Google Scholar avec les termes de recherche suivants : [nom du paradigme] ET (théorie OU cadre OU approche OU modèle). Nous avons privilégié les travaux fondateurs de penseurs fondateurs de chaque paradigme, ainsi que les articles de synthèse, les interprétations et les développements plus récents. Cette approche est conforme aux lignes directrices de Petticrew et Roberts [23] pour les revues systématiques en sciences sociales, en se concentrant sur les fondements théoriques plutôt que sur les exemples de mise en œuvre.

• **Étape 2 : Évaluation systématique par rapport aux ODD**

Les auteurs ont évalué de manière indépendante la manière dont chaque paradigme répond aux objectifs généraux de chaque ODD en utilisant l'échelle à 4 points suivante adaptée du cadre de notation des interactions ODD de Nilsson et al. [24] :

- 0 = Objectif ODD non abordé (aucune mention dans la littérature principale) ;
- 1 = Couvre indirectement les objectifs liés aux ODD (mentionnés mais non centraux) ;
- 2 = Couvre directement les objectifs liés aux ODD mais utilise une approche différente ;
- 3 = Couvre directement les objectifs liés aux ODD en utilisant un cadre similaire.

Suivant l'approche de regroupement de Kroll et al. [25], les ODD ont été classés dans les quatre domaines thématiques suivants représentant les intentions fondamentales de l'Agenda 2030 [26] :

- Population (ODD 1 à 5) ;
- Planète (ODD 6, 12–15) ;
- Prospérité (ODD 7 à 11) ;
- Partenariats/Paix (ODD 16-17).

Pour garantir la fiabilité, les deux auteurs ont procédé indépendamment aux évaluations. La concordance initiale entre les évaluateurs était élevée pour toutes les décisions de notation. Les divergences ont été résolues par la discussion et la référence à la littérature primaire jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint. Les divergences ont été résolues par la discussion et l'analyse des références croisées jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint, conformément aux pratiques recommandées pour l'analyse de contenu qualitative [27]. Toutes les évaluations étaient étayées par des preuves documentées issues de la littérature fondamentale identifiée grâce à la revue de la littérature pour chaque paradigme.

• **Limites méthodologiques et stratégies d'atténuation**

Plusieurs limites ont été identifiées et traitées. Premièrement, notre focalisation sur les cadres conceptuels plutôt que sur des exemples de mise en œuvre risque de négliger les défis pratiques. Nous avons atténué ce problème en incluant des critiques de chaque paradigme issues de la littérature. Deuxièmement, la littérature anglophone examinée peut introduire un biais occidental. Nous avons partiellement résolu ce problème en incluant la littérature traitant des perspectives du Sud global

lorsqu'elle était disponible (par exemple, [28 , 29]). Troisièmement, les évaluations qualitatives impliquent intrinsèquement un jugement subjectif. Nous avons atténué ce biais potentiel grâce à un examen par un panel d'experts (N = 4) de nos résultats préliminaires, à l'utilisation d'un système de notation clairement défini et à une pratique réflexive reconnaissant la diversité des parcours disciplinaires de l'équipe de recherche (économie, sciences de l'environnement et écologie politique).

Cette approche méthodologique permet une évaluation transparente et reproductible de la manière dont différents paradigmes économiques s'alignent conceptuellement sur les objectifs de développement durable tout en reconnaissant la nature contextuelle et interprétative de ces évaluations.

3. Aperçu des paradigmes économiques

Chaque paradigme économique apporte une perspective distincte sur le fonctionnement de l'économie mondiale et sur la manière dont elle devrait être structurée pour répondre aux besoins sociétaux. Cette section analyse six paradigmes à travers un cadre cohérent, examinant : (1) les objectifs paradigmatiques ou l'intention normative ; (2) la structure du système économique ; (3) les principaux acteurs du système ; (4) les éléments d'un système économique fonctionnel ; et (5) d'autres aspects pertinents, tous résumés dans [le tableau 1](#). Nous proposons également une évaluation critique du potentiel de chaque paradigme à produire des résultats en matière de développement durable.

3.1. Économie du bien-être néoclassique

L'économie du bien-être néoclassique sert de cadre dominant influençant l'élaboration des politiques contemporaines [30 , 31], y compris les approches visant à atteindre les ODD [32]. À la base, ce paradigme met l'accent sur les prix et les marchés comme mécanismes essentiels de la coordination économique.

En tant que branche de l'économie néoclassique, l'économie du bien-être examine comment les marchés pourraient fonctionner plus efficacement et le rôle approprié de l'intervention gouvernementale [33]. Ce paradigme considère les prix comme des transmetteurs d'informations sur les préférences des consommateurs et la rareté des ressources, les marchés fonctionnant comme des mécanismes d'allocation efficace des ressources rares – y compris le travail, le capital, la propriété et les ressources naturelles – afin de maximiser le bien-être social [30].

L'économie du bien-être détermine le bien-être social à travers la fonction de bien-être social de Bergson-Samuelson, qui agrège l'utilité individuelle à travers la population [34]. Cette approche assimile le bien-être individuel à l'utilité – la satisfaction ou la valeur dérivée de la consommation de biens et de services [35]. Il est significatif que le cadre privilégie les biens marchands achetés de manière privée par rapport aux services fournis par l'État comme les soins de santé et l'éducation, bien que des débats persistent sur la question de savoir si les besoins fondamentaux peuvent être adéquatement satisfaits par les mécanismes du marché [36].

Selon ce paradigme, le bien-être augmente lorsque l'utilité individuelle est maximisée. Une richesse accrue est généralement corrélée à une utilité accrue, tandis que la maximisation de l'utilité pour le consommateur génère des profits pour les producteurs, en particulier lorsque ces derniers investissent dans l'innovation technologique et l'amélioration de la productivité du travail. Sur des marchés efficaces, une croissance économique continue entraîne une augmentation de l'utilité et des profits.

France Cependant, les marchés échouent souvent à allouer les ressources de manière efficace, ce qui conduit les économistes du bien-être à développer une analyse coûts-avantages (ACA) pour évaluer l'efficacité de l'allocation des ressources dans diverses conditions [37 , 38]. L'efficacité est obtenue soit par l'efficacité de Pareto (en s'assurant que personne ne soit moins bien loti par la réaffectation des ressources) soit par l'efficacité de Kaldor-Hicks (où les gains globaux l'emportent sur les pertes) [38]. Même sur des marchés théoriquement parfaits, les changements de propriété ou de structures concurrentielles peuvent perturber l'équilibre du marché, affectant le bien-être social [39].

Les défaillances du marché, notamment les externalités environnementales et sociales telles que la pollution et les inégalités sociales, nécessitent l'intervention de l'État [33 , 40 , 41]. L'économie du bien-être préconise généralement un rôle limité de l'État, axé sur la garantie de la libre concurrence et du libre échange, la protection des droits de propriété, le maintien de la transparence de l'information et l'application des lois pour le fonctionnement du marché. Ce paradigme s'attaque principalement aux défaillances du marché susceptibles d'être traitées par des instruments fondés sur le marché, tels que les impôts ou les subventions.

Français Une limite importante de l'économie du bien-être est qu'elle se concentre sur le bien-être social moyen – le bien-être total divisé par la population – sans répondre adéquatement aux préoccupations de répartition ni évaluer si les besoins de tous les individus sont satisfaits [33]. Cela contraste avec l'accent mis par les ODD sur l'accès universel aux biens et services essentiels, indépendamment de la richesse ou du revenu [1]. De plus, l'économie du bien-être néglige généralement la diversité des besoins et des préférences individuels [42 , 43] et manque de valeur explicite pour le bonheur ou l'épanouissement personnel au-delà de ce que l'utilité fournit indirectement [33].

3.2. Croissance verte

Le paradigme de la croissance verte, bien qu'enraciné dans l'économie de marché et la théorie néoclassique, diverge en soulignant que la croissance économique doit être « découplée » de la dégradation de l'environnement et poursuivie équitablement [44]. Cette approche a pris de l'importance après la crise financière mondiale de 2008, les principales institutions proposant diverses interprétations [7 , 44 , 45 , 46 , 47 , 48].

Les défenseurs de la croissance verte soutiennent que la transition vers des modèles économiques durables créerait de nouvelles richesses et opportunités d'emploi grâce à l'investissement, à une meilleure information et à des incitations favorables. Ce paradigme positionne les gouvernements comme créateurs d'environnements propices à une « économie verte » en renforçant les cadres réglementaires, en sensibilisant à l'environnement, en faisant progresser les technologies vertes, en développant une main-d'œuvre verte, en encourageant les biens verts et en décourageant les activités néfastes pour l'environnement [49]. Cette approche présente la durabilité comme une opportunité commerciale [50], en utilisant des interventions gouvernementales fondées sur le marché telles que les taxes sur le carbone, les permis négociables, les incitations fiscales, les subventions, les programmes de prêts, les subventions aux énergies renouvelables et l'élimination des subventions aux combustibles fossiles [7 , 46].

Une caractéristique distinctive de la croissance verte est sa marchandisation des actifs environnementaux, traitant les « services écosystémiques » et le « capital naturel » comme des marchandises échangeables [51]. Tout en visant à préserver les ressources environnementales et à améliorer l'efficacité des ressources, elle le fait principalement pour maintenir le bien-être et la richesse humains [51].

Français Les critiques soulignent plusieurs limites. Peu de gouvernements ont mis en œuvre des politiques suffisamment étendues pour permettre les transitions vers une croissance verte ou parvenir à un découplage absolu de la croissance économique et de la dégradation de l'environnement [10]. Hickel et Kallis [50] suggèrent que des taux de croissance du PIB inférieurs à 1 % par an pourraient être nécessaires pour une économie véritablement verte. L'efficacité des ressources est confrontée à des contraintes techniques et physiques [52], tandis que les effets de rebond et la croissance démographique créent des défis pour découpler l'utilisation des ressources des impacts environnementaux [53]. De plus, comme l'économie du bien-être, l'accent mis par la croissance verte sur l'expansion économique ne parvient souvent pas à remédier à la répartition inéquitable des ressources [54]. Alors que la Banque mondiale [44] (p. xi) souligne que « les politiques de croissance verte doivent être soigneusement conçues pour maximiser les avantages et minimiser les coûts pour les pauvres et les plus vulnérables », les préoccupations d'équité restent secondaires par rapport aux objectifs de croissance.

3.3. Décroissance

La décroissance représente une alternative radicale aux paradigmes économiques centrés sur la croissance, rejetant explicitement la primauté de la croissance économique et sa subordination aux besoins sociaux et environnementaux. Ce mouvement attribue les dommages écologiques (par une consommation excessive de matières et d'énergie) et la montée des inégalités sociales à l'impératif de croissance ancré dans les modèles économiques dominants. Il critique également les modèles de développement qui encouragent les pays du Sud à exporter des ressources vers le Nord par le biais de relations extractivistes [55].

Français Il existe de multiples définitions et interprétations de la décroissance, comme l'a documenté Parrique [56], qui a analysé diverses conceptions (par exemple, [57 , 58 , 59 , 60 , 61 , 62 , 63 , 64 , 65]). Malgré cette diversité, Parrique a identifié les valeurs fondamentales d'autonomie, de suffisance et de soins qui sous-tendent la vision de la décroissance. Cosme et al. [66], puis Fitzpatrick [67], ont constaté que les principaux objectifs de la décroissance

comprennent la réduction de l'impact environnemental des activités humaines, la redistribution du pouvoir, de la richesse et des ressources à l'intérieur et entre les pays, et la transition de sociétés matérialistes vers des sociétés conviviales et participatives axées sur l'autonomie, la suffisance et les soins.

Français Les partisans de la décroissance vont au-delà des transitions durables limitées aux réformes de l'économie de marché [56], plaidant plutôt pour une transformation structurelle multi-scalaire entraînant une réduction du rendement matériel tout en maintenant la valeur humaine [68]. Le système économique envisagé ressemble à la « voie plus simple » de Ted Trainer [69], mettant en vedette « principalement de petites économies locales hautement autosuffisantes ; des systèmes économiques sous contrôle social et non guidés par les forces du marché ou la recherche du profit et des systèmes hautement coopératifs et participatifs » [70]. Dans ce modèle, la plupart des besoins sont satisfaits par le partage, la réciprocité et la redistribution, avec des marchés « de taille appropriée » considérablement réduits [56]. L'objectif ultime est une économie à l'état stationnaire avec une utilisation stabilisée des ressources.

La décroissance met l'accent non seulement sur les résultats, mais aussi sur les processus, en mettant l'accent sur la « désaccumulation », la « démarchandisation » et la « décolonisation », en particulier dans les pays du Nord [71]. Pour les pays du Sud, la décroissance pourrait représenter une voie de développement alternative [28 , 29 , 72], bien que les modalités de mise en œuvre restent débattues. Une planification rigoureuse et une prise de décision démocratique sont considérées comme essentielles à la transformation de la décroissance [59 , 60 , 73].

Français Le paradigme est confronté à des défis de mise en œuvre, notamment un large soutien politique [74]. La littérature manque de voies de transition claires [75], et la plupart des actions proposées impliquent des politiques descendantes sanctionnées par l'État [66 , 67]. Bien que Cuba soit parfois cité comme un exemple de transition vers la décroissance, il lui manque les principes démocratiques au cœur de la théorie de la décroissance [76]. De plus, les multiples interprétations et les ambiguïtés définitionnelles créent des difficultés pour traduire les concepts de décroissance en politiques concrètes [77]. Le paradigme fournit également des indications limitées sur la redistribution du pouvoir, bien que les principes démocratiques soient au cœur de sa vision.

3.4. Croissance

Le paradigme de la croissance agricole, proposé par Van den Bergh [77 , 78 , 79 , 80 , 81], adopte une position distincte en restant « agnostique » à l'égard de la croissance économique tout en critiquant le PIB comme mesure du bien-être social. Plutôt que de débattre des mérites de la croissance, la croissance agricole préconise de se concentrer sur des indicateurs alternatifs de bien-être social et environnemental dans l'élaboration des politiques [77 , 79].

Français Cette approche vise à faciliter l'acceptation de la politique climatique en mettant l'accent sur les avantages sociétaux plutôt que sur les implications pour la croissance [81]. Des critiques comme Kallis [58] soutiennent que contourner le débat sur la croissance risque de négliger les causes profondes des problèmes sociaux et environnementaux, sacrifiant potentiellement le développement durable à long terme au profit de gains à court terme. Van den Bergh [77] reconnaît que la croissance peut être appropriée dans certains contextes, comme les pays les moins avancés, tout en maintenant qu'une croissance illimitée à long terme reste insoutenable.

Agrowth met l'accent sur le développement d'indicateurs robustes de bien-être social et environnemental au-delà du PIB, intégrant des mesures de santé, de bonheur, de loisirs, d'équité, de qualité de l'environnement, de travail (y compris les soins informels) et d'éducation. Sans préciser les indicateurs privilégiés, on peut citer comme exemples l'Indice de bien-être économique durable (ISEW) [82], l'Indice de développement humain, l'indice de Gini, voire les ODD eux-mêmes.

Le paradigme envisage une économie verte avec une production et une consommation orientées vers des biens bénéfiques pour l'environnement. S'appuyant sur les concepts de décroissance, il propose de redéfinir la productivité du travail pour donner la priorité à la réduction des heures de travail et à l'augmentation du temps de loisirs plutôt qu'à l'augmentation des revenus et de la consommation (tout en reconnaissant les défis de mise en œuvre pour les ménages à faibles revenus) [77]. La croissance aborde également les modes de consommation en s'attaquant à la rationalité limitée (habitudes, myopie) et à la dynamique de comparaison sociale qui entraîne une consommation dommageable pour l'environnement [77] (p. 884).

Français Comme la croissance verte, l'Agrowth s'inscrit dans un cadre d'économie de marché avec une intervention accrue de l'État, mettant particulièrement l'accent sur l'action climatique et la durabilité par le biais d'accords environnementaux mondiaux (tels que l'Accord de Paris sur le climat). Elle encourage une tarification appropriée et l'innovation technologique par le biais d'instruments fondés

sur le marché. Au-delà des approches de croissance verte, l'Agrowth propose une réduction de la consommation par la gestion de la croissance démographique (y compris les impôts sur les naissances), la réduction du temps de travail et la réglementation de la publicité et de l'éducation [[77](#) , [81](#)]. Alors que Bongaarts et O'Neill [[83](#)] soutiennent que la gestion de la population est nécessaire pour respecter les budgets carbone, les mécanismes proposés comme les impôts sur les naissances restent controversés, favorisant souvent les familles riches qui portent une responsabilité disproportionnée dans les émissions de carbone [[84](#)].

3.5. *Économie en régime permanent*

L'économie de l'état stationnaire remet fondamentalement en question l'impératif de croissance. L'économiste écologiste Herman Daly soutient qu'une croissance positive continue crée une destruction environnementale en dépassant les limites écologiques, tandis qu'une croissance négative continue cause des dommages sociaux en compromettant la satisfaction des besoins fondamentaux [[54](#)]. Au lieu d'une orientation vers la croissance, Daly propose une économie en état stationnaire, stable en termes de population et de capital (ni en croissance ni en diminution) et fonctionnant dans les limites de la capacité de régénération et d'assimilation de l'écosystème, présente et future. Cela nécessite de limiter l'utilisation des ressources et la pollution à un « niveau optimal », qui, bien que non défini précisément par Daly, s'aligne conceptuellement sur le cadre des limites planétaires [[85](#) , [86](#) , [87](#)].

Français L'approche de l'état stationnaire nécessite une réinvention et une régulation substantielles des marchés lorsque la croissance continue n'est plus l'objectif principal : « Le marché ne peut pas, à lui seul, maintenir le rendement global en dessous des limites écologiques, conserver les ressources pour les générations futures, éviter les inégalités flagrantes dans la répartition des richesses et des revenus, ou prévenir la surpopulation » [[54](#)] (p. 89). La mise en œuvre implique une intégration politique globale à travers trois dimensions : réglementations (zones de conservation, politiques de zonage, limites de revenus, horaires de travail flexibles, restrictions à la mobilité des capitaux), instruments fondés sur le marché (systèmes de plafonnement, d'enchères et d'échange, internalisation des coûts environnementaux) et restructuration économique (refonte du système bancaire, limitations du libre-échange, localisation) [[54](#) , [88](#)]. Le paradigme prône également la stabilisation de la population, évoluant des propositions antérieures de permis de naissance [[54](#)] vers l'accent contemporain mis sur la planification familiale et les soins de santé reproductive [[88](#)].

Tout en critiquant la croissance en général, l'économie de l'état stationnaire accepte un développement basé sur la croissance dans les économies à faible revenu – une position qui crée des défis potentiels en termes de dépendance à la trajectoire, car ces économies pourraient à terme nécessiter des transitions similaires à celles auxquelles sont actuellement confrontées les nations à revenu élevé pour s'affranchir de la dépendance à la croissance. Phillips [[89](#)] critique l'état stationnaire comme une solution incomplète, affirmant que la croissance reprendra inévitablement une fois que suffisamment de technologies auront été développées pour dissocier la croissance des impacts environnementaux. Si les partisans de la décroissance considèrent souvent l'état stationnaire comme un point final de la transformation, le consensus scientifique sur la nécessité de la croissance reste flou.

3.6. *Économie du donut*

L'économie du beignet, développée par Kate Raworth [[90](#)], réinvente l'économie comme un outil au service des besoins humains et écologiques grâce à un cadre visuel distinctif. La métaphore du « beignet » présente un anneau intérieur représentant les bases sociales minimales d'une vie décente (alimentation, eau, logement, santé, énergie, éducation, emploi, égalité, justice et voix politique) et un anneau extérieur établissant les plafonds écologiques au-delà desquels la planète se dégrade (changement climatique, perte de biodiversité, etc.). L'objectif est d'opérer dans cet « espace sûr et juste pour l'humanité » entre les anneaux.

Ce cadre partage de nombreux parallèles conceptuels avec les ODD [[91](#)], bien qu'il reste notablement agnostique à l'égard de la croissance économique. Des critiques comme Spash [[92](#)] suggèrent que cet agnosticisme de la croissance indique potentiellement une compréhension insuffisante des facteurs systémiques à l'origine des inégalités et de la dégradation écologique.

Raworth [[90](#)] identifie cinq facteurs essentiels à la création d'un espace sûr et juste : la stabilisation de la population, la redistribution des ressources, la priorité accordée aux relations humaines plutôt qu'au matérialisme (par le biais des arts, de la culture et du travail de soins), l'innovation technologique dans les limites planétaires et une gouvernance efficace à toutes les échelles (ville, locale, nationale, internationale). Bien que fondée sur le marché, l'économie du donut attribue des rôles essentiels aux ménages, aux communautés/biens communs et aux entités gouvernementales. Grâce à

des systèmes « distributifs par conception », le cadre s'éloigne des structures capitalistes traditionnelles pour se tourner vers des modèles de propriété à but non lucratif et distribués (systèmes de connaissances, technologies, réseaux de production).

À l'instar de la croissance verte, l'économie du donut met l'accent sur l'efficacité des ressources, envisageant une économie de marché circulaire visant une efficacité de 98 % grâce à la régénération continue des matériaux. Certains chercheurs remettent en question cette faisabilité technique [92] et notent des contradictions potentielles entre les concepts d'économie circulaire et l'argument de l'économie du donut en faveur de l'intégration de l'économie dans la société et l'environnement plutôt que de la traiter comme autonome [92]. Cependant, Raworth [90] suggère que la circularité combinée au dématérialisme pourrait potentiellement maintenir l'utilisation des ressources dans les limites écologiques.

3.7. Résumé

Le tableau 1 résume les principales caractéristiques de chaque paradigme économique, mettant en évidence leurs différentes approches pour parvenir au développement durable. L'analyse révèle des variations significatives dans la façon dont chaque paradigme conceptualise les objectifs, les structures, les acteurs et les mécanismes économiques.

L'économie néoclassique du bien-être propose des mécanismes efficaces d'allocation des ressources, mais nécessite des ajustements politiques explicites pour répondre aux préoccupations plus larges des ODD, en raison de son orientation vers le marché. La croissance verte et l'économie du donut proposent des modèles plus intégrés alignant l'activité économique sur les considérations écologiques, offrant potentiellement des voies plus directes vers la durabilité. La décroissance et l'économie de l'état stationnaire remettent fondamentalement en question les paradigmes de la croissance en prônant la réduction de la consommation et l'équilibre entre activités économiques et limites écologiques. L'approche pragmatique de la croissance verte dissocie la politique des indicateurs de croissance pour se concentrer sur des indicateurs de bien-être plus larges, ce qui pourrait permettre des approches de développement durable plus nuancées.

Cet examen comparatif souligne la nécessité de cadres économiques qui répondent à des objectifs de développement durable spécifiques tout en tenant compte de la nature complexe et interconnectée des ODD. L'analyse ultérieure évaluera l'adéquation de ces paradigmes avec des ODD spécifiques et leur efficacité potentielle pour faire progresser le programme mondial de développement durable.

Tableau 1. Résumé des attributs du paradigme économique.

4. Résultats et discussion

Cette section présente les résultats de notre analyse de la conformité de chaque paradigme économique avec les Objectifs de développement durable (ODD). Notre évaluation évalue méthodiquement la mesure dans laquelle chaque paradigme répond aux principaux objectifs des ODD.

4.1. Aperçu de l'alignement paradigme-ODD

L'analyse révèle les caractéristiques distinctes de chaque paradigme économique lorsqu'il est évalué au regard des ODD. Dans un premier temps, nous avons examiné si chaque paradigme faisait explicitement référence aux objectifs correspondant à des ODD spécifiques, les mentionnant ou y contribuait. Cette évaluation est essentielle pour comprendre comment les cadres économiques théoriques peuvent être appliqués concrètement pour parvenir au développement durable.

Les résultats de cette évaluation sont présentés dans **les tableaux 2 et 3**, qui classent les 17 ODD en quatre grandes intentions : Personnes (ODD 1 à 5), Prospérité (ODD 7 à 11), Planète (ODD 6, 12 à 15) et Partenariats et paix (ODD 16 et 17) [repris de l'ODD 26]. L'alignement de chaque paradigme sur ces catégories permet de mieux comprendre leur efficacité potentielle à promouvoir le développement durable dans différentes dimensions. Pour une analyse détaillée des liens entre chaque paradigme et chaque ODD, consultez les **données supplémentaires** du tableau de données principal.

Tableau 2. Paradigmes économiques et comparaison avec les ODD (vert — 3 points : similaire aux ODD ; jaune — 2 points : couvre l'objectif des ODD mais utilise une approche différente ; orange — 1 point : couvre indirectement la question des ODD (1,5 est utilisé lorsqu'il y a une couverture partielle de l'objectif des ODD de manière directe) ; rouge — 0 point : aucune mention de l'objectif des ODD). Voir [les documents supplémentaires](#) pour une matrice de notation détaillée.

Tableau 3. Résumé de la manière dont chacun des quatre éléments des ODD est abordé par les six paradigmes économiques.

Nos résultats, présentés dans [le tableau 2](#), démontrent clairement que le paradigme économique dominant, l'économie néoclassique du bien-être, affiche le plus faible alignement avec les ODD, avec un score global de seulement 6,5 points. Cela n'est pas surprenant, étant donné que les ODD ont été conçus pour remédier aux omissions et aux défaillances du système existant. En revanche, l'économie du donut (38 points), la décroissance (33,5 points), l'état stationnaire (31 points), la croissance verte (28,5 points) et la croissance agricole (27,5 points) affichent toutes un alignement nettement plus fort avec divers aspects des ODD.

Sur la base de ces premiers résultats, notre analyse des quatre intentions des ODD révèle d'importantes forces et faiblesses thématiques parmi les paradigmes économiques alternatifs. Il apparaît clairement que de nombreux paradigmes présentent des lacunes considérables, notamment en ce qui concerne les ODD centrés sur les personnes. Cette observation souligne un décalage potentiel dans leurs cadres théoriques lorsqu'il s'agit d'aborder l'équité sociale de manière globale. Il existe également des variations considérables dans la manière dont les différents paradigmes abordent les ODD centrés sur la prospérité. Cette hétérogénéité peut s'expliquer par la nature vaste des ODD centrés sur la prospérité eux-mêmes, qui englobent divers domaines tels que l'accès à l'énergie, le développement industriel, la croissance économique, la réduction des inégalités et les villes. Concernant les ODD centrés sur la planète, si tous les paradigmes alternatifs offrent un certain degré de couverture, l'économie de l'état stationnaire, suivie de l'économie du donut, témoignent d'une attention exceptionnelle à la durabilité environnementale. De même, tous les paradigmes alternatifs abordent pleinement au moins un des ODD centrés sur le Partenariat et la paix, ce qui témoigne d'une certaine reconnaissance des mécanismes de gouvernance et de mise en œuvre.

4.2. Comparaison des paradigmes selon les dimensions du développement durable

Nous analysons maintenant les paradigmes économiques à travers quatre dimensions clés qui s'avèrent essentielles au développement durable : (1) l'approche de la croissance économique et des marchés ; (2) les mécanismes de protection de l'environnement ; (3) les considérations d'équité ; et (4) les structures de gouvernance. Cette analyse multidimensionnelle permet une compréhension plus systématique des différences paradigmatiques et des complémentarités potentielles.

- **Orientation vers la croissance**

Ces paradigmes affichent des orientations fondamentalement différentes en matière de croissance économique (ODD 8), ce qui représente peut-être la divergence philosophique la plus significative entre eux. Comme le soutiennent Hickel et Kallis [50], ces perspectives de croissance ne sont pas de simples différences techniques, mais reflètent des positions éthiques et politiques plus profondes concernant l'organisation sociétale.

Français L'économie du bien-être néoclassique et la croissance verte considèrent toutes deux la croissance économique continue comme essentielle au bien-être social, bien qu'elles diffèrent dans leurs considérations environnementales. La croissance verte soutient que l'innovation technologique peut découpler la croissance des impacts environnementaux [46], une position de plus en plus contestée par les preuves empiriques [10 , 11]. Comme le démontrent Vadén et al. [12] à travers une

revue systématique de la littérature, le découplage absolu reste largement théorique plutôt que soutenu empiriquement.

Français À l'autre extrémité du spectre, la décroissance rejette explicitement l'impératif de croissance, avec des partisans comme Kallis [59] et Hickel [95] affirmant que la croissance continue dans les économies à revenu élevé est à la fois écologiquement insoutenable et socialement inutile. L'état stationnaire critique également la croissance positive continue comme étant néfaste pour l'environnement et la société, bien qu'il la considère comme nécessaire pour les économies en développement. L'agrowth et l'économie du beignet restent agnostiques en matière de croissance, se concentrant plutôt sur les mesures de bien-être social et environnemental plutôt que sur la croissance du PIB [77 , 90]. Comme O'Neill et al. [96] puis Fanning et al. [97] l'ont démontré empiriquement, de nombreux pays atteignent des performances sociales élevées sans PIB par habitant élevé, ce qui suggère que des voies de développement alternatives existent.

- **Mécanismes de protection de l'environnement**

Français Les paradigmes emploient des mécanismes nettement différents pour la protection de l'environnement (les ODD centrés sur la planète). L'économie néoclassique traite les dommages environnementaux comme des externalités nécessitant une correction par des instruments de marché, une position que Common et Stagl [98] critiquent comme fondamentalement inadéquate pour répondre aux limites biophysiques. La croissance verte et la croissance verte s'appuient fortement sur les améliorations de l'efficacité, l'innovation et le déploiement technologiques comme les énergies renouvelables, et des instruments basés sur le marché comme la tarification du carbone pour réduire les impacts environnementaux. En revanche, l'économie de l'état stationnaire emploie des limites biophysiques directes par le biais de mécanismes comme les plafonds de ressources et les limites d'extraction [93]. Comme le note Spash [92], ces approches représentent des conceptions fondamentalement différentes de la durabilité : durabilité faible contre durabilité forte.

La décroissance et l'économie du donut se concentrent sur la réduction du débit matériel en transformant les modes de consommation et les systèmes de production. Jackson [75] et Raworth [90] soulignent tous deux la nécessité de reconsidérer le sens de la prospérité au-delà de la consommation matérielle. Les recherches de Wiedmann et al. [99] sur les limites planétaires et les empreintes matérielles apportent un soutien empirique à l'accent mis par ces paradigmes sur la réduction absolue plutôt que sur l'efficacité relative.

- **Considérations relatives à l'équité**

Les paradigmes économiques diffèrent considérablement dans leur approche de l'équité et de l'égalité (ODD centrés sur l'humain et ODD 10). Presque tous s'efforcent de s'attaquer explicitement à la réduction de la pauvreté (ODD 1), bien que leurs approches soient différentes. Nombre d'entre eux omettent d'aborder explicitement la faim zéro (ODD 2), la santé et le bien-être (ODD 3) ou l'éducation (ODD 4). On observe également d'importantes divergences dans les approches de l'égalité des sexes (ODD 5). Cela constitue une lacune critique, car ces besoins humains fondamentaux constituent le fondement du développement durable.

L'économie du bien-être néoclassique s'intéresse principalement à l'efficacité allocative plutôt qu'à la justice distributive, en s'appuyant sur le principe selon lequel la croissance profite finalement à tous [38]. Sen [100] et Stiglitz et al. [101] critiquent depuis longtemps cette approche pour avoir négligé les résultats distributifs et le bien-être multidimensionnel.

Français La décroissance place l'équité en son centre et montre l'alignement le plus fort avec les ODD centrés sur les personnes, avec des mécanismes explicites de redistribution à la fois au sein des pays et entre eux [71]. Cette dimension Nord-Sud est particulièrement significative, comme le démontre Hickel [102] à travers l'analyse de la dette écologique historique. Alors que la décroissance adopte une approche indirecte pour aborder l'environnement, les travaux empiriques de Wilkinson et Pickett [103] et Dorling [104] démontrent de fortes corrélations entre l'égalité des revenus et les résultats sociaux et environnementaux. De même, l'économie du donut met l'accent sur la conception distributive comme principe fondamental [90], tandis que l'économie de l'état stationnaire propose des politiques spécifiques comme des limites de revenu minimum et maximum pour réduire les inégalités liées aux revenus [93].

La décroissance, la croissance et l'économie du donut soulignent également l'importance des soins et du travail informel dans l'économie, des rôles généralement occupés par les femmes. Le paradigme de l'état stationnaire considère également la justice de genre et la justice reproductive comme une considération d'équité importante, mais principalement dans l'intérêt de la réduction de la croissance démographique.

- **Échelles et structures de gouvernance**

Français Les approches de gouvernance (Partenariats et ODD centrés sur la paix) varient considérablement selon les paradigmes, avec des implications pour la mise en œuvre. Le degré auquel

les marchés, les gouvernements, les communautés ou d'autres acteurs devraient jouer un rôle dans l'économie dépend du paradigme, et chaque système a des forces et des faiblesses différentes lorsqu'il s'agit d'aborder les ODD. L'économie néoclassique et la croissance verte s'appuient principalement sur les gouvernements nationaux travaillant avec les marchés, tandis que la décroissance met l'accent sur la démocratie et la participation au niveau communautaire [68] et l'économie du donut se concentre sur les biens publics et les communs. Comme le démontrent les travaux d'Ostrom [105], les systèmes de gouvernance polycentriques peuvent être plus efficaces pour la gestion des communs environnementaux que les solutions purement marchandes ou étatiques centralisées.

Il existe des tensions entre l'échelle et le lieu d'application de chaque paradigme économique alternatif (mondial, national, communautaire) et le degré d'utilisation des marchés. La croissance verte et l'agrowth proposent de continuer à utiliser des instruments fondés sur le marché pour corriger les défaillances du marché et encourager l'investissement privé dans une économie verte, tandis que la décroissance, l'état stationnaire et l'économie du donut se concentrent davantage sur les biens publics, avec un recours beaucoup plus limité au marché.

Les marchés fonctionnent à l'échelle mondiale, mais les ODD se concentrent principalement sur des solutions centrées sur l'État, l'ODD 17 étant l'exception dans son approche de la gouvernance mondiale. La décroissance soutient qu'avec la montée du mondialisme, les États-nations sont moins susceptibles de prendre en compte les intérêts locaux, ce qui nécessite une prise de décision plus communautaire. À l'inverse, le gouvernement peut mieux représenter des intérêts plus larges, et une large focalisation sur la communauté pourrait entraîner des variations locales des normes et des efforts mondiaux de durabilité incohérents. L'économie du donut promeut des systèmes de gouvernance imbriqués fonctionnant à plusieurs échelles, du local au mondial, tandis que l'économie de la croissance et l'économie de l'état stationnaire recherchent des institutions réglementaires fortes au niveau de l'État et une capacité institutionnelle significative pour faire appliquer les politiques et les réglementations. Ces différences de gouvernance concordent avec l'analyse de Biermann [106] sur la gouvernance du système terrestre, qui souligne la nécessité d'arrangements institutionnels adaptés aux échelles écologiques.

Français L'échelle a également des implications importantes sur l'utilisation des ressources et l'impact environnemental, car les pays industrialisés présentent des modèles distincts d'utilisation des ressources à haute performance économique et sont responsables d'une grande partie de l'extraction des ressources mondiales et des dommages environnementaux [55]. La décroissance reconnaît les dimensions Nord-Sud, reconnaissant que les modes de production largement biologiques restent répandus dans de nombreuses zones rurales du Sud global.

4.3. Défis et lacunes des paradigmes économiques et des ODD

Cette analyse met en lumière plusieurs lacunes des ODD eux-mêmes, notamment les contradictions entre les différents objectifs et l'attention insuffisante portée à la croissance démographique, à la décolonisation, aux droits fonciers, aux inégalités structurelles et à la redistribution. Si les inégalités sous-tendent de nombreux problèmes actuels et occupent une place prépondérante dans les paradigmes économiques alternatifs, elles se limitent à l'ODD 10 du cadre des ODD [15].

D'autres préoccupations incluent les problèmes de cohérence des politiques qui peuvent entraîner des politiques contradictoires entravant la progression des ODD et l'absence de fondement théorique pour le développement durable, comme décrit plus en détail dans la section suivante. Les pays adoptant des interprétations divergentes pour la mise en œuvre au niveau national créent des défis pour la réalisation des ODD à grande échelle [107]. Les compromis entre les objectifs présentent des défis supplémentaires. La réalisation de certains objectifs peut compromettre d'autres ; par exemple, l'augmentation de la croissance économique peut accélérer la dégradation de l'environnement. Par conséquent, la cohérence des politiques, les cadres théoriques du développement durable et la gestion des compromis sont essentiels à la mise en œuvre des ODD.

De plus, les valeurs fondamentales des ODD mettent l'accent sur la durabilité économique (croissance), la réduction des inégalités économiques et la réduction de la pauvreté multidimensionnelle. Plus d'un tiers des objectifs sont axés sur la prospérité et adoptent une perspective anthropocentrique. Cela reflète la « vision du monde dominante qui a créé une division historique entre les relations sociales et environnementales. Ce dualisme homme-nature a rendu invisibles les schémas de destruction écologique ancrés dans une écologie mondiale capitaliste » [108].

4.4. Implications pour la théorie et la pratique du développement durable

Notre comparaison systématique des paradigmes économiques avec les ODD révèle plusieurs implications profondes pour le développement durable : (1) théorie, (2) politique et (3) mise en œuvre. Ces résultats contribuent à combler une lacune critique : le manque de fondements théoriques pour atteindre les ODD.

- **Implications théoriques**

Premièrement, notre analyse démontre que le paradigme économique dominant actuel – l'économie néoclassique du bien-être – est fondamentalement en décalage avec les objectifs de développement durable. Ce décalage n'est pas seulement une question de mise en œuvre, mais reflète des incompatibilités conceptuelles plus profondes entre la maximisation du bien-être centrée sur le marché et la vision socio-écologique holistique incarnée par les ODD. Ce résultat confirme l'affirmation de Bonnedahl et al. [13] selon laquelle le paradigme économique actuel nécessite des changements structurels substantiels pour assurer un développement durable solide.

Deuxièmement, nous constatons que, si les paradigmes économiques alternatifs offrent un alignement nettement plus fort avec les ODD, aucun paradigme ne prend pleinement en compte toutes les dimensions du développement durable. Cela suggère que la théorie du développement durable devrait évoluer vers ce que Stirling [109] appelle des « voies radicales plurielles » plutôt qu'une approche universelle unique. L'interdépendance des éléments des ODD que Le Blanc [110] et Nilsson et al. [24] ont cartographiés nécessite des cadres théoriques capables d'aborder ces interconnexions complexes.

Troisièmement, nos recherches révèlent une lacune importante dans la plupart des paradigmes économiques concernant les ODD centrés sur l'humain, notamment en matière de santé, d'éducation et d'égalité des sexes. Cela suggère la nécessité d'une meilleure intégration entre la théorie économique et la recherche en politique sociale, comme le préconise Raworth [90] dans son appel à l'intégration de l'économie aux fondements sociaux.

- **Intégration et complémentarité des politiques**

Nos résultats suggèrent que les décideurs politiques devraient envisager une intégration sélective d'éléments issus de différents paradigmes économiques plutôt que l'adoption systématique d'un cadre unique. Par exemple, l'accent mis par la croissance verte sur l'innovation technologique pourrait être combiné à l'accent mis par la décroissance sur la redistribution et aux limites claires des ressources de l'état stationnaire. Cette approche intégrative s'inscrit dans ce que Meadowcroft [111] et O'Brien [112] ont appelé des « mix politiques transformateurs » pour les transitions vers la durabilité.

Plus précisément, nous identifions trois groupes de politiques complémentaires qui pourraient être intégrés :

1. **Limites écologiques et gestion des ressources** : l'économie de l'état stationnaire et l'économie du beignet fournissent des cadres solides pour établir des limites absolues des ressources et des limites écologiques, abordant ce que Richardson et al. [87] identifient comme des limites planétaires critiques actuellement transgressées.

2. **Équité sociale et mécanismes de redistribution** : la décroissance et l'économie du donut offrent les cadres les plus solides pour lutter contre les inégalités, s'alignant sur les preuves croissantes de Piketty [113] et d'autres selon lesquelles la réduction des inégalités est essentielle à la durabilité sociale et environnementale.

3. **Amélioration de l'innovation et de l'efficacité** : la croissance verte et la croissance verte offrent des approches précieuses en matière d'innovation et d'efficacité technologiques, qui, bien qu'insuffisantes à elles seules, restent des composantes nécessaires des transitions vers la durabilité, comme le documente le GIEC [114].

De nombreux chercheurs ont défendu de telles approches intégratives, notamment Göpel [115], qui plaide en faveur de combinaisons de pensée économique axées sur le « changement de mentalité », et Buch-Hansen [116], qui propose une intégration sélective des éléments de décroissance, d'état stationnaire et d'économie verte.

- **Voies de mise en œuvre**

La mise en œuvre d'approches économiques axées sur la durabilité se heurte à des défis importants, que notre analyse contribue à éclairer. Premièrement, comme l'observent Hausknost et Hammond [117], de puissants intérêts économiques et des dépendances institutionnelles freinent les changements transformateurs. Parvenir à un développement durable sans consensus politique fort reste difficile. Nos conclusions suggèrent que différents paradigmes économiques pourraient être plus réalisables dans différents contextes, la croissance verte pouvant servir de cadre de transition dans les contextes où des approches plus transformatrices se heurtent à une résistance politique.

Deuxièmement, les considérations d'échelle sont cruciales. Notre analyse soutient la proposition d'Ostrom [105] selon laquelle des systèmes de gouvernance polycentriques imbriqués sont nécessaires pour relever les défis de la durabilité à toutes les échelles. L'expérimentation locale des principes de décroissance ou de donut peut se poursuivre parallèlement aux politiques nationales de croissance verte et à la gouvernance internationale des ressources en régime permanent.

Troisièmement, la mise en œuvre nécessitera ce que Scoones et al. [118] appellent des « alliances transformatrices » entre différents acteurs. Les différents acteurs mis en avant selon les paradigmes (marché, État, communauté) doivent être considérés comme complémentaires plutôt que concurrents, les entreprises, les gouvernements et la société civile jouant tous un rôle essentiel dans différents aspects du développement durable. Des approches efficaces requièrent probablement à la fois un leadership descendant et une participation ascendante.

5. Conclusions

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 présente une vision ambitieuse pour transformer notre monde. Cependant, la réalisation de ses 17 objectifs interconnectés nécessite des cadres économiques capables de relever des défis complexes en matière de durabilité. Notre évaluation systématique de six paradigmes économiques – l'économie néoclassique du bien-être, la croissance verte, la décroissance, la croissance agricole, l'économie de l'état stationnaire et l'économie du donut – révèle des informations cruciales sur leur efficacité potentielle pour assurer le développement durable.

Notre évaluation systématique de six paradigmes économiques au regard des Objectifs de développement durable comble une lacune critique de la recherche : quels cadres économiques sont les plus efficaces pour assurer le développement durable ? En évaluant méthodiquement chaque paradigme au regard des 17 ODD, nous démontrons que le cadre dominant de l'économie néoclassique du bien-être (qui obtient seulement 6,5 points) est fondamentalement en décalage avec les objectifs de développement durable. Ce décalage contribue à expliquer la « détérioration du contexte de mise en œuvre des ODD » signalée par les Nations Unies [3].

Français Les paradigmes alternatifs montrent un alignement considérablement plus fort (voir [Figure 1](#) — en particulier l'économie du beignet (38 points), la décroissance (33,5 points) et l'économie de l'état stationnaire (31 points). Cependant, notre analyse dimensionnelle révèle qu'aucun paradigme ne répond pleinement à tous les aspects du développement durable. Chacun démontre des atouts distincts : la croissance verte excelle dans l'innovation technologique ; la décroissance offre des cadres solides pour la redistribution ; l'économie de l'état stationnaire fournit des mécanismes clairs pour les limites des ressources ; et l'économie du beignet équilibre efficacement les fondements sociaux avec les plafonds écologiques.

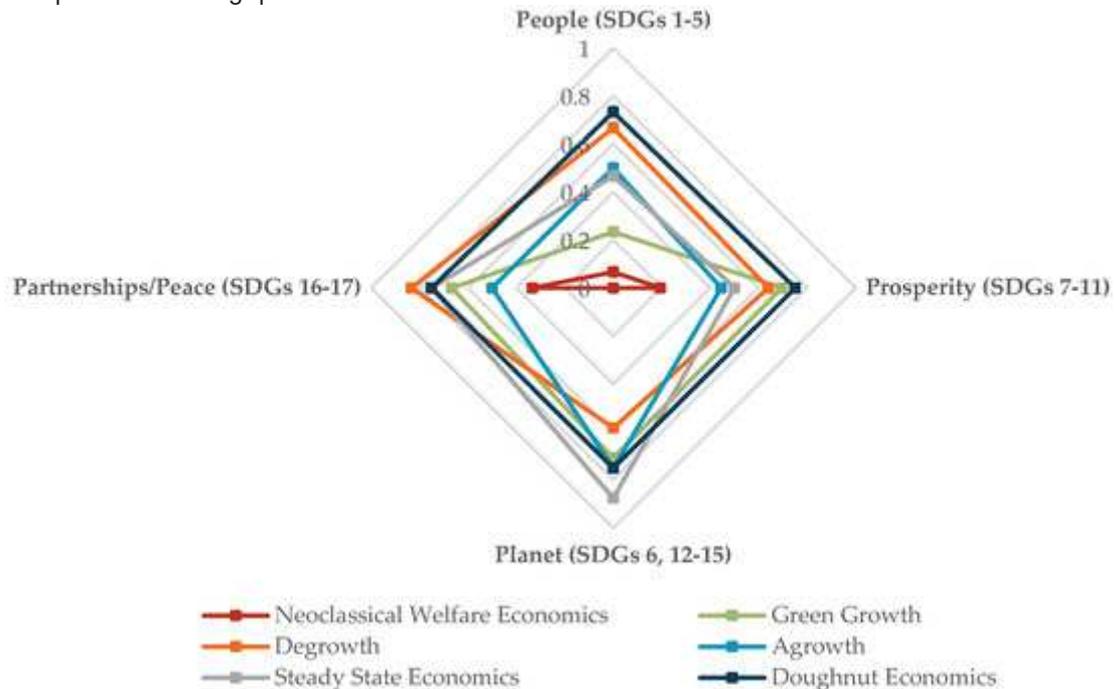


Figure 1. Alignement des paradigmes économiques sur les dimensions des Objectifs de développement durable (en pourcentage du maximum de points possibles). Le graphique radar illustre l'alignement de chaque paradigme économique sur les quatre dimensions des ODD : Personnes (ODD 1 à 5), Planète (ODD 6, 12 à 15), Prospérité (ODD 7 à 11) et Partenariats/Paix (ODD 16 à 17). Les valeurs représentent le pourcentage du maximum de points possibles obtenu dans chaque dimension, selon notre évaluation systématique.

Notre cadre comparatif – examinant les paradigmes à travers les dimensions de l'orientation vers la croissance, de la protection de l'environnement, de l'équité et de la gouvernance – démontre que ces alternatives doivent être considérées comme complémentaires plutôt que concurrentes. Ce résultat va au-delà de la littérature actuelle qui tend à examiner ces paradigmes isolément [8] ou à les présenter comme des alternatives concurrentes [50].

Plusieurs tensions critiques doivent être abordées : entre les changements transformateurs prônés par les paradigmes alternatifs et l'approche progressive intégrée dans les ODD ; entre les objectifs mondiaux de durabilité et les différentes échelles auxquelles opèrent les différentes approches économiques ; et concernant les rôles relatifs des marchés, des États et des communautés dans la conduite d'une transformation durable.

Sur la base de notre analyse, nous proposons quatre recommandations spécifiques :

1. **Développer des cadres d'évaluation intégrés** qui combinent les forces complémentaires de multiples paradigmes économiques, en abordant en particulier les lacunes actuelles dans les dimensions sociales et en étendant les approches mises au point par Costanza et al. [119].
2. **Établir des zones politiques expérimentales** pour tester des approches économiques alternatives, en mettant en œuvre des ensembles de politiques concrètes combinant des plafonds de ressources (issus de l'économie de l'état stationnaire), des mécanismes de redistribution (issus de la décroissance) et des incitations à l'innovation verte (issus de la croissance verte).
3. **Réformer l'enseignement de l'économie** pour y intégrer divers paradigmes économiques, en s'attaquant à l'orthodoxie étroite critiquée par Raworth [90] et en élargissant la boîte à outils conceptuelle à la disposition des futurs décideurs politiques.
4. **Développer des voies de transition spécifiques au contexte**, en reconnaissant que les pays à revenu élevé peuvent avoir besoin de se concentrer sur la réduction de la consommation (éléments de décroissance), tandis que les pays à faible revenu peuvent donner la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux grâce à un développement économe en ressources (combinant les approches de croissance verte et d'économie du donut).

Cette étude présente plusieurs limites qui devraient éclairer les recherches futures. Notre analyse s'est principalement concentrée sur des cadres théoriques plutôt que sur des exemples de mise en œuvre, et notre sélection de six paradigmes n'est pas exhaustive. Des cadres émergents tels que l'économie féministe et l'économie fondamentale méritent une évaluation systématique similaire. Les recherches futures devraient se concentrer sur la réalisation d'études de cas détaillées examinant la performance de certains éléments de ces paradigmes économiques dans des contextes spécifiques. Cela comprendrait l'analyse des expériences politiques existantes mettant en œuvre des aspects d'approches économiques alternatives (telles que les économies du bien-être en Écosse et en Nouvelle-Zélande, les initiatives d'économie circulaire à Amsterdam ou les politiques post-croissance au Japon), et l'élaboration de trajectoires de transition adaptées au contexte des régions ayant des besoins de développement et des capacités institutionnelles différents.

En conclusion, dépasser le paradigme économique néoclassique est essentiel pour atteindre les ODD, mais aucune solution unique n'offre de solution complète. La voie à suivre réside dans l'intégration réfléchie d'éléments complémentaires issus de multiples paradigmes, adaptés aux contextes spécifiques et mis en œuvre par une action coordonnée à tous les niveaux de gouvernance. En développant de telles approches intégratives, les décideurs politiques peuvent forger des systèmes économiques capables de tenir la promesse du développement durable : répondre aux besoins humains dans les limites de la planète, sans laisser personne de côté.

Matériel supplémentaire

Les informations complémentaires suivantes peuvent être téléchargées à l'adresse : <https://www.mdpi.com/article/10.3390/su17104567/s1>, Évaluation détaillée (Paradigm_SDG Assessment_Final.xlsx)

Contributions des auteurs

Conceptualisation, EG et LJP ; méthodologie, LJP et EG ; conservation des données, EG et LJP ; rédaction — préparation du projet original, EG ; rédaction — révision et édition, LJP et EG ; visualisation, LJP ; supervision, LJP ; administration du projet, EG Tous les auteurs ont lu et accepté la version publiée du manuscrit.

Financement

Cette recherche n'a reçu aucun financement externe.

Déclaration du comité d'examen institutionnel

Non applicable.

Déclaration de consentement éclairé

Non applicable.

Déclaration de disponibilité des données

L'ensemble des données est disponible dans les [documents supplémentaires](#) .

Remerciements

Ce travail a été entrepris alors que les deux auteurs étaient à l'Institut de l'environnement de Stockholm et s'est appuyé sur les contributions critiques, les discussions et les commentaires de collègues de toute l'organisation.

Conflits d'intérêts

Les auteurs déclarent ne pas avoir de conflit d'intérêt.

Références

1. Assemblée générale des Nations Unies. *Transformer notre monde : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030* ; Assemblée générale des Nations Unies : New York, NY, États-Unis, 2015 ; Disponible en ligne : <https://sdgs.un.org/2030agenda> (consulté le 10 août 2023).
2. Présidents de Stockholm+50. Remarques finales des présidents en séance plénière : Principales recommandations pour accélérer l'action en faveur d'une planète saine pour la prospérité de tous. Dans les actes de Stockholm+50, Stockholm, Suède, 2-3 juin 2022 ; disponible en ligne : <http://www.stockholm50.global/presidents-final-remarks-plenary-key-recommendations-accelerating-action-towards-healthy-planet> (consulté le 10 août 2023).
3. ONU. *Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la réalisation des ODD 2019* ; ONU : New York, NY, États-Unis, 2019 ; Disponible en ligne : [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/24978Report of the SG on SDG Progress 2019.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/24978Report_of_the_SG_on_SDG_Progress_2019.pdf) (consulté le 11 août 2023).
4. DAES de l'ONU. *Rapport sur les Objectifs de développement durable 2023* ; Département des affaires économiques et sociales de l'ONU : New York, NY, États-Unis, 2023 ; Disponible en ligne : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2023.pdf> (consulté le 10 août 2023).
5. Bendell, J. Remplacer le développement durable : Cadres potentiels pour la coopération internationale à l'ère de la multiplication des crises et des catastrophes. *Sustainability* **2022** , *14* , 8185. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
6. DAES de l'ONU. *Note d'information mensuelle de juin 2023 sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale : Les perspectives d'une reprise économique mondiale robuste restent faibles* ; Département des affaires économiques et sociales de l'ONU : New York, NY, États-Unis, 2023 ; Disponible en ligne : <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/MB172.pdf> (consulté le 11 août 2023).
7. PNUE. *Vers une économie verte : voies vers le développement durable et l'éradication de la pauvreté — Synthèse à l'intention des décideurs* ; PNUE : Nairobi, Kenya, 2011 ; Disponible en ligne : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/126GER_synthesis_en.pdf (consulté le 11 novembre 2020).
8. Fisher, J. ; Arora, P. ; Chen, S. ; Rhee, S. ; Blaine, T. ; Simangan, D. Quatre propositions sur la durabilité intégrée : Vers un cadre théorique pour comprendre le lien entre environnement, paix et durabilité. *Sustain. Sci.* **2021** , *16* , 1125–1145. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)] [[PubMed](#)]

9. Biermann, F. ; Hickmann, T. ; Sénit, C.-A. ; Beisheim, M. ; Bernstein, S. ; Chasek, P. ; Grob, L. ; Kim, RE ; Kotzé, LJ ; Nilsson, M. ; et al. Preuves scientifiques de l'impact politique des Objectifs de développement durable. *Nat. Sustain.* **2022** , 5 , 795–800. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
10. Haberl, H. ; Wiedenhofer, D. ; Virág, D. ; Kalt, G. ; Plank, B. ; Brockway, P. ; Fishman, T. ; Hausknost, D. ; Krausmann, F. ; Leon-Gruchalski, B. ; et al. Revue systématique des données probantes sur le découplage entre le PIB, l'utilisation des ressources et les émissions de GES, partie II : Synthèse des enseignements. *Environ. Res. Lett.* **2020** , 15 , 065003. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
11. Parrique, T.; Barth, J.; Briens, F.; Kerschner, C.; Kraus-Polk, A.; Kuokkanen, A.; Spangenberg, JH *Découplage démystifié : preuves et arguments contre la croissance verte comme seule stratégie de durabilité* ; Bureau européen de l'environnement : Bruxelles, Belgique, 2019 ; Disponible en ligne : https://gaiageld.com/wp-content/uploads/2021/04/decoupling_debunked_evidence_and_argumen.pdf (consulté le 11 août 2023).
12. Vadén, T. ; Lähde, V. ; Majava, A. ; Järvensivu, P. ; Toivanen, T. ; Hakala, E. ; Eronen, JT Découplage pour la durabilité écologique : catégorisation et revue de la littérature de recherche. *Environ. Sci. Politique* **2020** , 112 , 236-244. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
13. Bonnedahl, KJ ; Heikkurinen, P. ; Paavola, J. Objectifs de développement durable : surmonter les distances qui limitent l'action responsable. *Environ. Sci. Policy* **2022** , 129 , 150–158. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
14. Rammelt, CF ; Gupta, J. « Inclusif n'est pas un adjectif, il transforme le développement : une interprétation post-croissance du développement inclusif ». *Environ. Sci. Policy* **2021** , 124 , 144–155. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
15. Ghosh, E. ; Nazareth, A. ; Kartha, S. ; Kemp-Benedict, E. Le chaînon manquant entre inégalités et environnement dans l'ODD 10. Dans *Transition vers des inégalités réduites* ; Bieri, S., Bader, C. (dir.) ; MDPI : Bâle, Suisse, 2023. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
16. Fuso Nerini, F. ; Tomei, J. ; To, L.S. ; Bisaga, I. ; Parikh, P. ; Black, M. ; Borrion, A. ; Spataru, C. ; Castán Broto, V. ; Anandarajah, G. ; et al. Cartographie des synergies et des compromis entre l'énergie et les Objectifs de développement durable. *Nat. Énergie* **2018** , 3 , 10–15. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
17. DiPrete Brown, L. ; Atapattu, S. ; Stull, VJ ; Calderón, CI ; Huambachano, M. ; Houéno, MJP ; Snider, A. ; Monzón, A. D'un tabouret à trois pieds à un monde tridimensionnel : intégrer les droits, le genre et les savoirs autochtones dans la pratique et le droit du développement durable. *Sustainability* **2020** , 12 , 9521. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
18. Horvath, S.-M. ; Muhr, MM ; Kirchner, M. ; Toth, W. ; Germann, V. ; Hundscheid, L. ; Vacik, H. ; Scherz, M. ; Kreiner, H. ; Fehr, F. ; et al. Gestion d'un programme complexe : revue et évaluation des méthodes d'analyse des interactions entre les entités ODD. *Environ. Sci. Policy* **2022** , 131 , 160–176. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
19. Creswell, JW ; Plano Clark, VL *Conception et conduite de recherches à méthodes mixtes* , 3e éd. ; SAGE : Thousand Oaks, Californie, États-Unis, 2018. [[Google Scholar](#)]
20. Molina-Azorin, JF. Recherche par méthodes mixtes : une opportunité d'améliorer nos études et nos compétences en recherche. *Eur. J. Manag. Bus. Econ.* **2016** , 25 , 37–38. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
21. Fischer, J. ; Gardner, TA ; Bennett, EM ; Balvanera, P. ; Biggs, R. ; Carpenter, S. ; Daw, T. ; Folke, C. ; Hill, R. ; Hughes, TP ; et al. Promouvoir la durabilité en intégrant une perspective de systèmes socio-écologiques. *Curr. Opin. Environ. Sustain.* **2015** , 14 , 144–149. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
22. Lang, DJ ; Wiek, A. ; Bergmann, M. ; Stauffacher, M. ; Martens, P. ; Moll, P. ; Swilling, M. ; Thomas, CJ. Recherche transdisciplinaire en sciences de la durabilité : pratiques, principes et défis. *Sustain. Sci.* **2012** , 7 , 25–43. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
23. Petticrew, M. ; Roberts, H. *Revue systématique en sciences sociales : guide pratique* , 1re éd. ; Blackwell Publishing : Oxford, Royaume-Uni, 2006. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
24. Nilsson, M. ; Griggs, D. ; Visbeck, M. Politique : Cartographier les interactions entre les Objectifs de développement durable. *Nature* **2016** , p. 534 , p. 320–322. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)] [[PubMed](#)]
25. Kroll, C. ; Warchold, A. ; Pradhan, P. Objectifs de développement durable (ODD) : parvenons-nous à transformer les compromis en synergies ? *Palgrave Commun.* **2019** , 5 , 140. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
26. SDG.SERVICES. *Quand les principes de développement durable ont-ils vu le jour ? : Apprendre les principes de leadership en matière de développement durable* ; site web des ODD : New York, NY, États-Unis, 2020 ; disponible en ligne : <https://web.archive.org/web/20240724060114/https://www.sdg.services/principles.html> (consulté le 8 août 2023).
27. Schreier, M. *Analyse de contenu qualitative en pratique* ; SAGE Publications Ltd. : Thousand Oaks, Californie, États-Unis, 2012. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
28. Escobar, A. Décroissance, post-développement et transitions : une conversation préliminaire. *Sustain. Sci.* **2015** , 10 , 451–462. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
29. Kothari, A. ; Salleh, A. ; Escobar, A. ; Demaria, F. ; Acosta, A. (dir.) *Pluriverse : un dictionnaire post-développement* ; Tulika Books et Authorsupfront : Delhi, Inde, 2019. [[Google Scholar](#)]

30. Ramazzotti, P. Hétérodoxie, courant dominant et politique. *J. Econ. Numéros* **2022**, p. 56, 59–78. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
31. Vroey, MD; Pensieroso, L. *The Rise of a Mainstream in Economics*; UCLouvain : Toulouse, France, 2016 ; Disponible en ligne : <https://ideas.repec.org/p/ctl/louvir/2016026.html> (consulté le 5 mars 2025).
32. Hirai, T. Un équilibre entre croissance économique et développement durable : trajectoire historique à travers le prisme des indicateurs de développement. *Sustain. Dev.* **2022**, 30, 1900–1910. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
33. Forte, F. Introduction à l'économie du bien-être. *Public Choice* **2018**, 177, 301–317. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
34. Graaff, JDV *Économie théorique du bien-être*; Cambridge Univ. Pr. : Cambridge, Royaume-Uni, 1968. [[Google Scholar](#)]
35. Harsanyi, J.C. Cardinal Welfare, éthique individualiste et comparaisons interpersonnelles de l'utilité. *J. Polit. Econ.* **1955**, p. 63, p. 309–321. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
36. Vargas, DZ « L'aide sociale sans l'État-providence » : l'impôt négatif sur le revenu de Milton Friedman et la monétisation de la pauvreté. *Mod. Intellect. Hist.* **2023**, 20, 934–960. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
37. Florio, M. *Économie appliquée du bien-être*, 1re éd. ; Routledge : Londres, Royaume-Uni, 2014. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
38. Gowdy, JM. La révolution de l'économie du bien-être et ses implications pour l'évaluation et la politique environnementales. *Land Econ.* **2004**, p. 80, p. 239. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
39. Makowski, L. ; Ostroy, JM. Concurrence parfaite et créativité du marché. *J. Econ. Lit.* **2001**, p. 39, 479–535. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
40. Sandmo, A. Les débuts de l'économie environnementale. *Rev. Environ. Econ. Policy* **2015**, 9, 43–63. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
41. Phelan, A. ; Dawes, L. ; Costanza, R. ; Kubiszewski, I. Évaluation des externalités sociales dans les communautés régionales affectées par les projets d'exploitation du gaz de houille : une étude de cas du sud-est du Queensland. *Écol. Écon.* **2017**, p. 131, 300–311. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
42. Ng, Y.-K. De la préférence au bonheur : vers une économie du bien-être plus complète. *Soc. Choice Welf.* **2003**, 20, 307–350. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
43. Sen, A. *Choix collectif et bien-être social* ; édition augmentée ; Harvard University Press : Cambridge, MA, États-Unis, 2017. [[Google Scholar](#)]
44. Banque mondiale. *Croissance verte et inclusive : la voie vers le développement durable* ; Banque mondiale : Washington, DC, États-Unis, 2012. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
45. OCDE. *Déclaration sur la croissance verte* ; OCDE : Paris, France, 2009 ; Disponible en ligne : <http://www.oecd.org/env/44077822.pdf> (consulté le 8 septembre 2020).
46. OCDE. *Vers une croissance verte* ; OCDE : Paris, France, 2011. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
47. OCDE. *Vers une croissance verte : Suivi des progrès : Indicateurs de l'OCDE* ; OCDE : Paris, France, 2011. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
48. OCDE. *Croissance verte et inclusive : pour l'avenir que nous voulons* ; OCDE : Paris, France, 2012 ; p. 48. Disponible en ligne : <https://www.oecd.org/greengrowth/Rio+20%20brochure%20FINAL%20ENGLISH%20web%20202.pdf> (consulté le 16 novembre 2020).
49. Hoffmann, U. *La croissance verte peut-elle réellement fonctionner et quelles sont les véritables dimensions (socio-)économiques du changement climatique ?* Université des Nations Unies : Tokyo, Japon, 2015 ; Volume 222, p. 32. [[Google Scholar](#)]
50. Hickel, J.; Kallis, G. Une croissance verte est-elle possible ? *New Polit. Econ.* **2020**, 25, 469–486. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
51. Dale, G. ; Mathai, MV ; Puppim de Oliveira, JA (éd.) *Croissance verte : idéologie, économie politique et alternatives* ; Zed Books : Londres, Royaume-Uni, 2016. [[Google Scholar](#)]
52. Paoli, L.; Cullen, J. Limites techniques de l'efficacité de la conversion énergétique. *Énergie* **2020**, 192, 116228. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
53. Brockway, PE ; Sorrell, S. ; Semieniuk, G. ; Heun, MK ; Court, V. Efficacité énergétique et effets de rebond à l'échelle de l'économie : revue des données probantes et de leurs implications. *Renew. Sustain. Energy Rev.* **2021**, 141, 110781. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
54. Daly, HE *Steady-State Economics*, 2e éd. ; avec de nouveaux essais ; Island Press : Washington, DC, États-Unis, 1991. [[Google Scholar](#)]
55. Hickel, J. ; Dorninger, C. ; Wieland, H. ; Suwandi, I. Appropriation impérialiste dans l'économie mondiale : fuite des pays du Sud par le biais d'échanges inégaux, 1990-2015. *Glob. Environ. Chang.* **2022**, 73, 102467. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
56. Parrique, T. L'économie politique de la décroissance. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, Clermont-Ferrand, France, 2019. Disponible en ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02499463/document> (consulté le 6 juillet 2021).

57. Ridoux, N. *La Décroissance Pour Tous* ; Parangon-Vs : Lyon, France, 2006. [[Google Scholar](#)]
58. Kallis, G. Défense de la décroissance. *Économie*. **2011** , 70 , 873–880. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
59. Kallis, G. *Décroissance* ; Agenda Publishing : New York, NY, États-Unis, 2018. [[Google Scholar](#)]
60. Schneider, F. ; Kallis, G. ; Martinez-Alier, J. Crise ou opportunité ? Décroissance économique pour l'équité sociale et la durabilité écologique. Introduction à ce numéro spécial. *J. Clean. Prod.* **2010** , 18 , 511–518. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
61. Martínez-Alier, J. ; Pascual, U. ; Vivien, F.-D. ; Zaccai, E. Décroissance durable : cartographie du contexte, des critiques et des perspectives d'avenir d'un paradigme émergent. *Écol. Écon.* **2010** , 69 , 1741-1747. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
62. Ceddia, MG ; Montani, R. ; Mioni, W. La dialectique du capital : les leçons du Gran Chaco. *Sustain. Sci.* **2022** , 17 , 2347–2362. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
63. Büchs, M. ; Koch, M. *Post-croissance et bien-être* ; Springer International Publishing : Cham, Suisse, 2017. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
64. D'Alisa, G. ; Demaria, F. ; Kallis, G. (dir.) *Décroissance : un vocabulaire pour une nouvelle ère* ; Routledge, Taylor & Francis Group : Florence, Kentucky, États-Unis, 2015. [[Google Scholar](#)]
65. Demaria, F. ; Schneider, F. ; Sekulova, F. ; Martinez-Alier, J. Qu'est-ce que la décroissance ? D'un slogan militant à un mouvement social. *Environ. Values* **2013** , 22 , 191–215. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
66. Cosme, I. ; Santos, R. ; O'Neill, DW Évaluation du discours sur la décroissance : revue et analyse des propositions académiques de politiques de décroissance. *J. Clean. Prod.* **2017** , 149 , 321–334. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
67. Fitzpatrick, N. ; Parrique, T. ; Cosme, I. Exploration des propositions de politiques de décroissance : cartographie systématique et synthèse thématique. *J. Clean. Prod.* **2022** , 365 , 132764. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
68. Asara, V. ; Otero, I. ; Demaria, F. ; Corbera, E. La décroissance socialement durable comme transformation socio-écologique : repolitiser la durabilité. *Sustain. Sci.* **2015** , 10 , 375–384. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
69. Trainer, T. Sur la stratégie de décroissance : la perspective de la voie la plus simple. *Environ. Values* **2024** , 33 , 394–413. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
70. Fotopoulos, T. La décroissance est-elle compatible avec une économie de marché ? *Incl. Democr.* **2007** , 3 , 1. Disponible en ligne : https://www.inclusivedemocracy.org/journal/vol3/vol3_no1_Takis_degrowth.htm (consulté le 19 mars 2025).
71. Hickel, J. Que signifie la décroissance ? Quelques précisions. *Globalisations* **2021** , 18 , 1105–1111. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
72. Kothari, A. ; Demaria, F. ; Acosta, A. Buen Vivir, Décroissance et Swaraj écologique : alternatives au développement durable et à l'économie verte. *Développement* **2014** , 57 , 362–375. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
73. Latouche, S. *Adieu à la croissance* ; Polity : Cambridge, Royaume-Uni, 2009. [[Google Scholar](#)]
74. Lenaerts, K. ; Tagliapietra, S. ; Wolff, GB. La quête mondiale d'une croissance verte : une perspective de politique économique. *Sustainability* **2022** , 14 , 5555. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
75. Jackson, T. *Prosperité sans croissance : fondements de l'économie de demain* , 2e éd. ; Routledge, Londres, Royaume-Uni, 2017. [[Google Scholar](#)]
76. Boillat, S. ; Gerber, J.-F. ; Funes-Monzote, FR. Quelle démocratie économique pour la décroissance ? Quelques réflexions sur l'apport des modèles socialistes et de l'agroécologie cubaine. *Futures* **2012** , 44 , 600–607. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
77. van den Bergh, JCJM Environnement contre croissance : critique de la « décroissance » et plaidoyer pour l'« a-croissance ». *Économie*. **2011** , 70 , 881–890. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
78. Bergh, JCJMVD Le paradoxe du PIB. *J. Econ. Psychol.* **2009** , 30 , 117–135. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
79. van den Bergh, JCJM ; Kallis, G. Croissance, accroissance ou décroissance pour rester dans les limites planétaires ? *J. Econ. Numéros* **2012** , 46 , 909–920. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
80. van den Bergh, JCJM Une troisième option pour la politique climatique dans les limites potentielles de la croissance. *Nat. Clim. Chang.* **2017** , 7 , 107–112. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
81. van den Bergh, JCJM Croissance au lieu d'anti- et de pro-croissance : moins de polarisation, plus de soutien aux politiques de durabilité et de climat. *J. Popul. Sustain.* **2018** , 3 , 53–73. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
82. Daly, HE; Cobb, JB *Pour le bien commun : réorienter l'économie vers la communauté, l'environnement et un avenir durable* , 2e éd. ; mis à jour et augmenté ; Beacon Press : Boston, MA, États-Unis, 1994. [[Google Scholar](#)]
83. Bongaarts, J. ; O'Neill, C.-B. Politique de lutte contre le réchauffement climatique : la population est-elle laissée pour compte ? *Science* **2018** , 361 , 650–652. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
84. Kartha, S. ; Kemp-Benedict, E. ; Ghosh, E. ; Nazareth, A. ; Gore, T. *L'ère des inégalités de carbone : une évaluation de la répartition mondiale des émissions de consommation parmi les individus de 1990 à 2015 et au-delà* ; Stockholm Environment Institute et Oxfam Suède : Stockholm, Suède, 2020 ; Disponible en ligne : <https://www.sei.org/publications/the-carbon-inequality-era/> (consulté le 8 août 2021).

85. Rockström, J. ; Steffen, W. ; Personne, K. ; Persson, Å.; Chapin, FS, III ; Lambin, EF; Lenton, TM; Scheffer, M. ; Folke, C. ; Schellnhuber, HJ ; et coll. Un espace opérationnel sûr pour l'humanité. *Nature* **2009** , 461 , 472-475. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
86. Steffen, W. ; Richardson, K. ; Rockström, J. ; Cornell, SE ; Fetzer, I. ; Bennett, EM ; Biggs, R. ; Carpenter, SR ; de Vries, W. ; de Wit, CA ; et al. Limites planétaires : Guider le développement humain sur une planète en mutation. *Science* **2015** , 347 , 6223. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)] [[PubMed](#)]
87. Richardson, K. ; Steffen, W. ; Lucht, W. ; Bendtsen, J. ; Cornell, SE ; Donges, JF ; Drüke, M. ; Fetzer, I. ; Bala, G. ; von Bloh, W. ; et al. La Terre au-delà de six des neuf limites planétaires. *Sci. Adv.* **2023** , 9 , eadh2458. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
88. CASSE. *Les 15 principales politiques du CASSE pour parvenir à une économie stable* ; Centre pour l'avancement de l'économie stable : Londres, Royaume-Uni, 2021 ; Disponible en ligne : <https://steadystate.org/discover/policies/> (consulté le 30 juin 2021).
89. Philips, L. *The Degrowth Delusion* ; OpenDemocracy : Londres, Royaume-Uni, 2019 ; Disponible en ligne : <https://www.opendemocracy.net/en/oureconomy/degrowth-delusion/> (consulté le 9 mai 2025).
90. Raworth, K. *Doughnut Economics : Sept façons de penser comme un économiste du XXIe siècle* ; Chelsea Green Publishing : White River Junction, VT, États-Unis, 2017. [[Google Scholar](#)]
91. Raworth, K. *Un espace sûr et juste pour l'humanité* ; Oxfam : Oxford, Royaume-Uni, 2014 ; disponible en ligne : https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-a-safe-and-just-space-for-humanity-130212-en_5.pdf (consulté le 20 mars 2025).
92. Spash, CL. Apologistes de la croissance : révolutionnaires passifs dans une révolution passive. *Globalisations* **2020** , 18 , 1123–1148. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
93. Daly, H.E. Passer d'une économie de croissance défaillante à une économie stable. *Vers un paradigme intégré en économie hétérodoxe : approches alternatives aux crises éco-sociales actuelles* ; Gerber, J.-F., Steppacher, R. (dir.) ; Palgrave Macmillan : Londres, Royaume-Uni, 2012 ; p. 176-189. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
94. Daly, H.E. Économie en régime permanent : un nouveau paradigme. *New Lit. Hist.* **1993** , p. 24 , p. 811. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
95. Hickel, J. *Moins, c'est plus : comment la décroissance sauvera le monde* ; Random House : New York, NY, États-Unis, 2020. [[Google Scholar](#)]
96. O'Neill, DW ; Fanning, AL ; Lamb, WF ; Steinberger, JK. Une vie agréable pour tous dans les limites de la planète. *Nat. Sustain.* **2018** , 1 , 88–95. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
97. Fanning, AL ; O'Neill, DW ; Hickel, J. ; Roux, N. Le déficit social et le dépassement écologique des nations. *Nat. Sustain.* **2022** , 5 , 26–36. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
98. Common, M. ; Stagl, S. *Économie écologique : une introduction* , 1re éd. ; Cambridge University Press : Cambridge, Royaume-Uni, 2005. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
99. Wiedmann, T. ; Allen, C. L'empreinte urbaine et les ODD offrent un potentiel inexploité pour évaluer la durabilité des villes. *Nat. Commun.* **2021** , 12 , 3758. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
100. Sen, A. *Le développement comme liberté* ; Oxford University Press : New York, NY, États-Unis, 2001. [[Google Scholar](#)]
101. Stiglitz, J.E.; Sen, A.; Fitoussi, J.-P. (2009). Rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social. Disponible en ligne : <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/8131721/8131772/Stiglitz-Sen-Fitoussi-Commission-report.pdf> (consulté le 8 juin 2021).
102. Hickel, J. Quantifier la responsabilité nationale dans le dérèglement climatique : une approche d'attribution fondée sur l'égalité pour les émissions de dioxyde de carbone dépassant la limite planétaire. *Lancet* **2020** , 4 , E399–E404. Disponible en ligne : [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(20\)30196-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(20)30196-0/fulltext) (consulté le 9 mai 2025). [[CrossRef](#)]
103. Wilkinson, RG ; Pickett, K. *Le niveau à bulle : pourquoi les sociétés plus égalitaires réussissent presque toujours mieux* ; Allen Lane : Londres, Royaume-Uni, 2009. [[Google Scholar](#)]
104. Dorling Danny, D. *The Equality Effect* , 1re éd. ; New Internationalist Publications, Limited : La Vergne, TN, États-Unis, 2017. [[Google Scholar](#)]
105. Ostrom, E. Au-delà des marchés et des États : gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes. *Am. Econ. Rev.* **2010** , p. 100 , p. 641–672. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
106. Biermann, F. *Gouvernance du système terrestre : la politique mondiale à l'ère de l'Anthropocène* ; The MIT Press : Cambridge, MA, États-Unis, 2014. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
107. Tosun, J.; Leininger, J. Gouverner les liens entre les Objectifs de développement durable : approches pour parvenir à l'intégration des politiques. *Glob. Chall.* **2017** , 1 , 1700036. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)] [[PubMed](#)]
108. Moore, JW. L'essor de la nature bon marché. Dans *Anthropocène ou Capitalocène* ; Moore, JW, éd. ; PM Press : New York, NY, États-Unis, 2016 ; p. 78–115. Disponible en ligne : <https://jasonwmoore.com/wp-content/uploads/2021/06/Moore-Rise-of-Cheap-Nature-Anth-or-Cap-volume-2016.pdf> (consulté le 9 mai 2025).

109. Stirling, A. Analyse de la diversité multicritère. *Politique énergétique* **2010** , 38 , 1622–1634. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
110. Le Blanc, D. Vers l'intégration enfin ? Les Objectifs de développement durable comme réseau de cibles. *Sustain. Dev.* **2015** , 23 , 176–187. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
111. Meadowcroft, J. Qu'en est-il de la politique ? Développement durable, gestion de la transition et transitions énergétiques à long terme. *Policy Sci.* **2009** , 42 , 323–340. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
112. O'Brien, K. L'objectif de 1,5 °C est-il réalisable ? Exploration des trois sphères de transformation. *Curr. Opin. Environ. Sustain.* **2018** , 31 , 153–160. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
113. Piketty, T. *Le Capital au XXIe siècle* ; The Belknap Press, Harvard University Press, Cambridge, MA, États-Unis, 2014. [[Google Scholar](#)]
114. GIEC. Changement climatique 2022 : Atténuation du changement climatique. *Contribution du Groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* ; Cambridge University Press : Cambridge, Royaume-Uni, 2022. [[Google Scholar](#)]
115. Göpel, M. *Le Grand Changement d'Esprit* ; Springer International Publishing : Cham, Suisse, 2016 ; Volume 2. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
116. Buch-Hansen, H. Les conditions préalables à un changement de paradigme de la décroissance : perspectives d'économie politique critique. *Économie.* **2018** , p. 146 , p. 157–163. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
117. Hausknost, D. ; Hammond, M. Au-delà de l'État environnemental ? Les perspectives politiques d'une transformation durable. *Environ. Polit.* **2020** , 29 , 1–16. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
118. Scoones, I.; Stirling, A.; Abrol, D.; Atela, J.; Charli-Joseph, L.; Eakin, H.; Ely, A.; Olsson, P.; Pereira, L.; Priya, R.; et al. Transformations vers la durabilité : combiner des approches structurelles, systémiques et habilitantes. *Curr. Opin. Environ. Sustain.* **2020** , 42 , 65–75. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]
119. Costanza, R. ; Daly, L. ; Fioramonti, L. ; Giovannini, E. ; Kubiszewski, I. ; Mortensen, LF; Pickett, KE; Ragnarsdottir, KV ; De Vogli, R. ; Wilkinson, R. Modélisation et mesure du bien-être durable en lien avec les objectifs de développement durable des Nations Unies. *Écol. Écon.* **2016** , 130 , 350-355. [[Google Scholar](#)] [[CrossRef](#)]

Avis de non-responsabilité/Note de l'éditeur : Les déclarations, opinions et données contenues dans toutes les publications sont uniquement celles des auteurs et contributeurs individuels et non celles de MDPI et/ou du ou des éditeurs. MDPI et/ou le ou les éditeurs déclinent toute responsabilité pour toute blessure aux personnes ou aux biens résultant des idées, méthodes, instructions ou produits mentionnés dans le contenu.